



Numéro 87, décembre 2005,
Trimestriel, 1,25 €
ISSN 0296-9513

Les États « Goumis »

Le gumi est un petit fruit rouge de la famille du cornouiller ressemblant à une cerise. En argot, le gumi ou gumi signifie l'élastique ou la matraque. Signification que l'on retrouve dans le mot allemand Gummiknüpel (matraque en caoutchouc).

A lors que la sixième conférence de l'OMC¹ s'est récemment achevée, on a le sentiment d'avoir d'un côté un système « d'États goumis » et de l'autre tous ceux, et principalement l'Afrique, que l'on classe comme économiquement plus pauvres, aussi appelés pudiquement « Pays en voie de développement (PVD) ».

Certes l'OMC lors de cette rencontre a fait preuve de certaines concessions avec les subventions à l'exportation des produits agricoles et la suppression de celles-ci pour le coton.

C'est ce que j'imagerais par le côté élastique du gumi, celui qui autorise une certaine souplesse tout en gardant un maintien ferme.

Mais nous avons aussi vu émerger le côté matraque en caoutchouc pour les PVD. C'est le coup qu'ils recevront avec un engagement à ouvrir encore plus leurs frontières aux services et produits manufacturés principalement par les multinationales des pays riches.

Autrement exprimé, d'une certaine manière on accorde un petit plus d'oxygène aux pays qui ont du mal à garder la tête au-dessus de l'eau, mais d'un autre, on ouvre les gros tuyaux d'arrivées des eaux de la libéralisation mondiale !

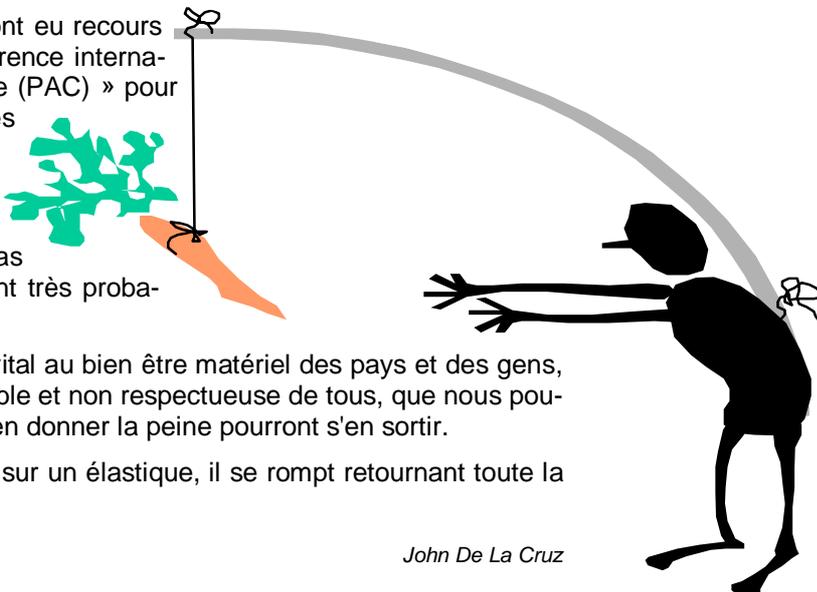
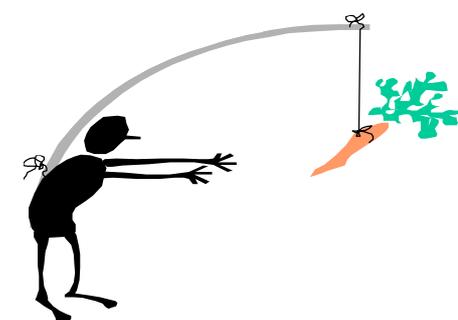
C'est d'ailleurs ce que souligne un responsable de Coordination SUD², collectif d'ONG dont nous faisons partie : « Plutôt qu'une libéralisation, elles [les nations] auraient besoin de pouvoir se doter de protections qui leur permettraient d'installer les cultures correspondant à leurs besoins alimentaires » (voir page 2).

Pourtant, même les pays ténors des marchés ont eu recours à des politiques protectrices vis-à-vis de la concurrence internationale (exemples : la « politique agricole commune (PAC) » pour la France ; les subventions à l'agriculture des USA...).

Alors en absence d'une réelle protection, comment espérer que ces pays puissent s'en sortir face au bulldozer de la libéralisation ? Comment ne pas craindre que les grands gagnants de l'affaire soient très probablement les multinationales ?

Certes l'ouverture au commerce est un moteur vital au bien être matériel des pays et des gens, mais ce n'est pas en ayant une politique non équitable et non respectueuse de tous, que nous pouvons espérer un monde où tous ceux qui veulent s'en donner la peine pourront s'en sortir.

Mais que l'on se méfie, car lorsque l'on tire trop sur un élastique, il se rompt retournant toute la force vers le point qui était à l'origine de la tension...



Sommaire

<i>Edito : Les États Goumis</i>	p	1
<i>Hong Kong</i>	p	2
<i>La SSI</i>	p	3
<i>L'ALSM7-Sokodé</i>	p	4
<i>Promenades africaines...</i>	p	5-8
<i>L'ours</i>	p	8

Hong Kong, c'est sur quelle planète ?

La « grande presse » des pays développés a daigné octroyer quelques titres aux négociations du cycle de Doha, sous l'égide de l'OMC, à Hong Kong, consacrées aux échanges agricoles et de services. La plupart des journaux estimaient que les résultats étaient « mitigés » : certains ont noté que les compromis trouvés n'étaient « pas favorables » aux pays pauvres. « Pas favorables », c'est le moins qu'on puisse dire ! lisez ce qu'en écrit, au nom des ONG de développement françaises, Coordination SUD qui a assisté de bout en bout aux débats et dont SMF est membre. Nous nous associons à cette déclaration.

Communiqué de presse de Coordination SUD à l'issue de Hong Kong

Où négocier les mesures commerciales en faveur du développement ?

Les ONG françaises de solidarité internationale expriment leur profonde déception en réaction à la déclaration finale de la conférence ministérielle réunie à Hong Kong du 13 au 18 décembre. Ce texte évacue les questions vitales pour les 3 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Avec d'autres, Coordination SUD affirmait : « Pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord ». Au terme du processus de négociation un mauvais accord a été conclu.

Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises, analyse le projet de texte ministériel avec consternation. Il ne comprend aucune mesure permettant de lutter contre les causes du sous-développement. En proposant comme seule solution la libéralisation des marchés agricoles des services et des biens industriels, le projet de déclaration ministérielle évacue d'un trait les attentes formulées par les ONG en faveur d'une régulation des échanges mondiaux. Le « paquet développement » confond développement et accès au marché et comprend surtout des promesses de financement.

Sur le coton, question emblématique de ces négociations et cruciale pour des millions de paysans africains, les pays concernés n'ont obtenu aucune avancée sur la question centrale des aides internes dont bénéficient les producteurs américains.

Sur l'ensemble du dossier agricole, les subventions européennes à

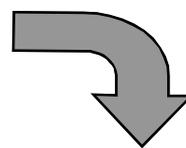
l'exportation devraient disparaître d'ici 2013 et les différentes formes d'aide à l'exportation utilisées par les autres pays (crédits à l'exportation, aide alimentaire non humanitaire...) devraient être encadrés par des disciplines qui restent à définir. Malheureusement, rien n'est dit dans ce texte sur les paiements contracycliques dont bénéficient les producteurs américains.

Principale satisfaction dans ce document, la mention faite aux Produits Spéciaux et au Mécanisme de Sauvegarde Spéciale soutenus par le G33 et le G20. Avec les Produits Spéciaux apparaît effet une préoccupation de prise en compte dans l'accord commercial de la sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et du développement rural. Cependant les modalités restent à négocier.

Pour Coordination SUD ces quelques avancées ne permettront ni d'assainir les marchés mondiaux ni de lutter contre le déclin et la volatilité des prix des produits agricoles, dénoncés par l'ensemble des mouvements paysans de la planète.

Dans ce contexte les gouvernements des pays en développement doivent avoir le droit de protéger leurs marchés agricoles. Au contraire l'organisation minutieuse d'une guerre agricole mondiale ne peut qu'entraîner des crises profondes des paysanneries qui regroupent encore près de la moitié de l'humanité. Les ONG se demandent donc dans quelle enceinte ces véritables négociations pourraient être engagées.

Coordination Sud fédère 120 ONG d'appui au développement et d'action humanitaire.
www.coordinationsud.org



*C'était à Tours, le 15 octobre 2005
lors d'une manifestation dans le
cadre du programme
« Alimenterre », avec
GlobiCentre*

Je suis l'OMC. Grâce à moi, nous mangeons pour ceux qui ne mangent pas !

échos de la Semaine de la Solidarité Internationale



Du 14 au 20 novembre, Poitiers est devenue un village international, accueillant des représentants de ses sept villes jumelles et permettant à 32 associations poitevines pratiquant la solidarité, dont Solidarité Mondiale contre la Faim, de

s'exposer du 18 au 20 sous un chapiteau au cœur de la ville.

Des conférences, et des débats ont eu lieu tout au long de la semaine : « Mondialisation et santé » avec notre célèbre « french doctor » Bernard Kouchner, « Vers la Paix au Proche-Orient ? » présentée par Leila Shadid, représentante de la Palestine en France, « Le tsunami : un an après » avec les contributions d'Augustin Brutus, président d'une association humanitaire indienne et de Daniel Verger, directeur de l'action internationale du Secours Catholique. Au cours des débats, des

lycéens de Poitou-Charentes, après avoir présenté leur exposition, ont fait part de leur expérience en Inde et introduit la question du rôle des associations et des jeunes dans la solidarité. Les autres thèmes des exposés-débats étaient « Assez de paroles, des actes ! Action mondiale contre la pauvreté » et « De la Tchétchénie à l'Afghanistan, des femmes portent l'avenir ».

Côté festif, l'inauguration du chapiteau s'est faite par des danses sur un rythme de percussions africaines. La semaine s'est terminée par une fête animée par Pedrão do Maranhão et les danseuses de Saudade Brasil, fête où l'on pouvait déguster des spécialités des 5 continents.

Environ 5.000 participants ou visiteurs ont pu découvrir, apprécier et soutenir l'action des diverses associations. Citoyens du Monde et Solidarité Mondiale contre la Faim réunis sous le même stand, ont suscité l'intérêt de collégiens et de lycéens le premier jour, puis d'étudiants et de visiteurs sympathisants ou curieux de la démarche originale de SMF.

D. Charier

A Dijon, les globidariens, qui ne sont pas encore constitués en association locale, se sont vus refuser sous ce prétexte par la municipalité leur participation à la SSI en tant que SMF... Ils se sont aussitôt portés sur le Forum citoyen transfrontalier de Mulhouse, malheureusement endeuillé par l'assassinat, dans un contexte professionnel, de sa vice-présidente. Le forum était animé par le Citoyen du Monde Roger Winterhalter. S'y sont déroulés 6 ateliers et Alain Bal a modéré l'atelier « citoyenneté ». Le Forum citoyen transfrontalier se déroule sur un cycle de 3 années successivement à Mulhouse (France), Bâle (Suisse) et Fribourg (Allemagne).



La semaine de solidarité internationale a été assez dense en Touraine, plusieurs manifestations s'y sont déroulées. L'objectif de cette semaine de solidarité était d'informer le

maximum de personnes sur la campagne « 2005 plus d'excuses » après la journée mondiale du refus de la misère qui a eu lieu en France, le 17 octobre 2005.

Globicentre, l'association régionale tourangelle affiliée à Solidarité Mondiale contre la Faim y a participé.

Le mercredi 16 novembre, Alain Cavelier et Joël André-Landais ont participé à une émission d'une heure sur la radio locale « radio Francas », sur le thème « 2005 plus d'excuses » qui s'inscrivait dans la Campagne mondiale contre la pauvreté, tout au long de l'année 2005.

Il faut savoir que la campagne « 2005 plus d'excuses » avait pour objectif de faire comprendre au public que signer la pétition « 2005 plus d'excuses », c'était un geste simple dédié à la solidarité internationale : son but, faire pression sur les gouvernements pour qu'ils tiennent leurs engagements

et aillent plus loin dans la lutte contre la pauvreté. Un monde sans misère est-il possible demain ? oui, nous en avons les moyens. Il appartient à chacun de faire respecter les droits économiques, sociaux, culturels, dans tous les Pays en s'informant, en sensibilisant ses proches, en interrogeant ses élus sur leurs engagements et en signant la pétition adressée au Président Jacques Chirac, à la veille de la sixième conférence ministérielle de l'organisation mondiale du commerce qui s'est tenue à Hong Kong du 13 au 18 décembre derniers.

Le samedi 19 novembre : nous avons participé, place Jean Jaurès à Tours, à une manifestation sur le thème « 2005 plus d'excuses », organisée par le CID-MAHT et RITIMO avec les associations Artisans du Monde, Aide et Action, Enfants de tous pays, Frères des Hommes, ATTAC - collectif Palestine 37, Aide à l'Enfance Tibétaine, Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, ayant pour objectif de rencontrer le public afin de le sensibiliser sur cette campagne.

Alain Cavelier a illustré le thème de cette semaine de solidarité internationale au travers d'un exemple concret, avec vidéo et diaporama prouvant que la libéralisation des échanges au plan agricole engendre de la pauvreté dans les pays en voie de développement.

J. André-Landais

L'Association locale de SMF de Sokodé est née !

Un pas en arrière, trois pas en avant !

Nous nous faisons écho dans un numéro précédent des difficultés que rencontrait l'encadrement par l'ATODOP des groupements globidariens de la région septentrionale du Togo. En effet, après dix années de collaboration intense et efficace avec SMF, au cours desquelles la mobilisation des personnes et des groupements a été constante, l'ATODOP a vu se tarir progressivement, puis complètement ses ressources de fonctionnement auxquelles SMF n'a pas les moyens de contribuer par elle-même. L'ATODOP a dû se séparer de ses collaborateurs techniques et administratifs, puis s'est endettée auprès de SMF pour maintenir une activité minimale. Cette situation, qui a généré de sévères dysfonctionnements, puis des débuts de conflits locaux en 2004 et 2005, ne pouvait plus durer. Aussi le Conseil d'Administration de SMF a-t-il dénoncé le 17 décembre la convention qui liait notre mutuelle avec l'ATODOP depuis le 15 février 1995. L'ATODOP reste redevable à SMF de 850.560 F CFA (1.269,67 €) au titre du projet de minoterie de Tchéoudè, et de près de 2.300.000 F CFA de dettes de fonctionnement. Soit, au total, largement de quoi financer un projet en attente. C'était le pas en arrière.



Les pas en avant, c'est l'assemblée générale extraordinaire des groupements de la zone septentrionale qui s'est tenue les 24 et 25 novembre 2005 à Sokodé sous l'égide de l'APGA, qui s'est concrétisée en la création d'une association locale SMF de Sokodé (ALSMF-Sokodé) qui hérite, dans un contexte démocratique, des anciennes prérogatives de l'ATODOP.



Cette Assemblée Générale était animée par KUADJO Yaovi, secrétaire fédéral de SMF, DEKPO-KPONKOU Tchotchto, chargée de suivi des activités de SMF à l'APGA, TCHEDRE-SAN Gbati Blaise, directeur exécutif de l'ATODOP et BITOKA Komlanvi, président du Comité de suivi de la zone septentrionale. Une trentaine de délégués issus de 13 groupements (sur les 17 encadrés par l'ATODOP) étaient présents.

C'est en pratique le Comité de suivi qui fournit l'ossature de la nouvelle association tout en étendant ses prérogatives à la plus grande partie de celles qui étaient anciennement dévolues à l'ATODOP. A ce titre, le fonctionnement de l'ALSMF-Sokodé est assuré par le prélèvement des 2/7 des cotisations des globidariens locaux. En outre elle bénéficiera de 5 % de la ligne de crédit qui sera attribuée à la mise en place des microcrédits d'attente au niveau de la région (au total 1.525 €), et dont le financement est imminent.

Le point a été fait sur la situation des groupements au regard des cotisations de leurs membres et des remboursements de leurs emprunts. Le bureau élu entreprendra de visiter les groupements non représentés à l'Assemblée Générale.

Le bureau élu est constitué de :

- M. BITOKA Komlanvi (groupement Doigt-Vert), président
- M. AGNON Kodjo (groupement GEMAN), secrétaire général
- M. TABE-GANLA Ouyi (groupement Diyimorh), secrétaire général adjoint, chargé de l'information
- Mme ADAM Djénabou (groupement Esso-Koudjowou), trésorière
- Mme AGNAM Monfeye (groupement Diwoudaré), conseillère
- M. BASSAH Sinabroukou (GPA Ayédé), conseiller
- M. TCHEDRE-SAN Gbati Blaise (ATODOP), conseiller



Le commissaire aux comptes est M. Tchatchamana Kodjo (groupement Assé-Wé).

Le bureau est élu pour un mandat de 2 ans renouvelable 1 fois. Il se réunit tous les 3 mois sur convocation du président. Ce dernier, le secrétaire et la trésorière se réuniront mensuellement. Le commissaire aux comptes vérifiera les comptes tous les 6 mois.



M. Tchadre-San Gbati Blaise conserve auprès de l'ALSMF-Sokodé la fonction d'animateur technique qu'il avait au sein de l'ATODOP, mais il n'exerce aucune responsabilité de gestion financière au sein de l'ALSMF-Sokodé.

Un compte financier a été ouvert à Sokodé au nom de l'APGA auprès de la Coopérative d'Épargne et de Crédit COOPEC-Gaieté de FUCEC, dont les signataires sont le directeur exécutif de l'APGA et le président et la trésorière de l'ALSMF-Sokodé. Une première somme de 17.500 F CFA représentant les 5/7 des cotisations de Diwoudaré, réglées en AG, y a été déposée.

L'ALSMF-Sokodé a ouvert une boîte de courrier électronique qui lui est propre. Il reste à établir un certain nombre de procédures, notamment en ce qui concerne l'établissement des contrats de solidarité et l'encadrement technique des projets. L'ensemble devrait être entièrement opérationnel dès le début 2006.

Kuadjo Y., Dekpo-Kponkou Tchotchto, Bitoka Komlanvi, A. Cavalier

Promenades africaines...



Non, il ne s'agit pas ici d'une invitation au tourisme de loisir. Simplement, nous portons nos pas là où se signalent ceux qui, vivant dans le besoin, nous font partager leurs projets. Non pas errances, mais préludes ou accompagnements de la solidarité.



un tour au Bénin

Le groupement maraîcher Mahougnon

Mahougnon est installé à Ayi-Guinnou, sur le littoral du golfe du Bénin (dit aussi « de Guinée »), à l'embouchure du fleuve Mono, tout près de Grand Popo, port célèbre pour son rôle dans la traite des Noirs à l'époque de l'esclavage, et de la frontière togolaise. C'est une grande plaine herbeuse parsemée de cocotiers et de palmiers à huile par endroits, constituée de sables alluvionnaires avec des sols ferrallitiques dans les bas-fonds. 2 saisons sèches et 2 saisons humides (une grande, une petite) scandent l'année. Cependant la petite saison humide tend à s'amenuiser, voire disparaître, sans doute à cause des perturbations climatiques induites par la déforestation à grande échelle tout le long du golfe de Guinée. L'harmattan souffle de décembre à février.

Le taux de scolarisation des enfants, 23 % pour les garçons et 18 % pour les filles est l'un des plus bas du Bénin. Ceci est essentiellement dû à la très mauvaise adéquation des programmes scolaires à la réalité incontournable que représente la fonction de main d'œuvre agricole des enfants, vitale pour les familles rurales. Le revenu permanent moyen d'une famille est de 2.500 F CFA par jour pendant 207 jours par an (soit 9 mois de travail).

Les enfants reçoivent 3 repas par jour, les adultes 2. Le menu type est le plat unique constitué de pâte de maïs accompagnée d'une sauce tomate ou sauce légumes garnie de poissons fumés. Curieusement, dans ce pays de pêcheurs, le poisson fumé est en général importé. La viande n'est consommée que lors des fêtes et cérémonies : volaille, petits ruminants. Les enfants consomment occasionnellement des œufs, très rarement le lait, aliment de fonctionnaires. Le coût moyen d'une journée d'alimentation pour un adulte est de 800 F CFA : la cotisation consentie auprès de SMF par les Africains (3.500 F CFA) représente donc ici 4,5 rations quotidiennes individuelles.

Dans les 2 ethnies principales, les Mina et les Adja, les femmes et les hommes exécutent les mêmes travaux agricoles et de pêche, en les modulant cependant selon leur pénibilité : les plus durs aux hommes, les plus précis aux femmes. Aux femmes reviennent en outre le petit commerce, la transformation du poisson (séchage, fumage) et l'extraction d'huile de coco. La pêche est la ressource principale de la région, mais le maraîchage tend à la supplanter tant sont fortes les demandes du Togo et du Nigeria. Les conditions hydro-pédologiques sont du reste très favorables au maraîchage.

La terre appartient aux premiers occupants qui règlent les litiges fonciers, avant même les autorités administratives, mais elle peut aujourd'hui s'acquérir par achat ou par héritage. Les femmes, qui n'ont pas droit à l'héritage foncier dans leur famille d'origine, empruntent souvent des terres à cultiver. Une autorité élue détient en principe le pouvoir politico-administratif au niveau du village ; mais le pouvoir des vieux, des sages et des notables reste bien réel.

Les productions agricoles d'Ayi-Guinnou sont très majoritairement maraîchères : carotte (10 %), oignon (40 %), piment (10 %), tomate (40 %). C'est dans ce contexte « porteur » que les 8 globidariens de Mahougnon ont décidé de se lancer eux-mêmes dans l'aventure maraîchère sur une unité irriguée de 1,5 ha destinée à approvisionner le marché en toutes saisons. Ils seront ainsi tout à fait voisins et confrères du groupement globidarien Ma Gloire qui, de l'autre côté de la frontière togolaise (Aného, 25 Km), s'adonne à la même activité.

AC

Mahougnon s'est tourné vers SMF pour le financement de ce projet de maraîchage irrigué encadré par le CERIDAA. Le coût total du projet est de 6.021,74 € (3.950.000 F CFA). 4.573,47 € sont à charge de SMF, dont la moitié en prêt sans intérêts remboursable en 4 annuités de 572 €. Il comprend la location du terrain pendant 4 ans, le creusement d'un puits et les travaux de profilage et d'aménagement, l'achat de 2 motopompes, des tuyauteries et des intrants de première campagne. Le C.A. de SMF a déclaré l'éligibilité de ce projet le 26.06.2004 et décidé de son financement le 18.12.2005. Ce dernier devrait intervenir en août 2006. Toute offre de co-financement pour raccourcir ce délai est bienvenue !

un tour au Sénégal

L'ADID de Dahra Djolof

Dans un premier article relatif à ce projet de fonds de roulement pour l'aliment de bétail (cf Monda Solidareco n° 81), nous vous relations ses avancées et les difficultés qu'on rencontrait dans son exécution. Ce projet de fonds de roulement pour l'aliment de bétail financé par SMF, appuie en saison sèche la production laitière des éleveurs qui sont les fournisseurs en lait frais à l'unité de transformation de lait de d'ADID à Dahra.

(Suite page 6)

Mais ce projet subit actuellement les soubresauts de l'unité de transformation qui ne suit toujours pas la dynamique d'organisation des éleveurs pour accroître durablement la production de lait local. Depuis le mois de juin 2005 la laiterie est à l'arrêt.

Cette situation explique en grande partie toutes les difficultés du projet. Car faute de vendre convenablement leur lait, les femmes bénéficiaires et productrices ne sont plus en relation d'affaire avec l'unité avec tous les problèmes que cela pose. Elles pratiquent toujours l'emboûche et disposent d'autres circuits commerciaux pour écouler difficilement leur production. Elles réclament toujours le redémarrage des activités.

Cependant, il faut signaler que ces manquements n'ont en rien affecté la capacité financière du projet qui reste intacte (ce explique les remboursements en cours) même si le comité de gestion du projet éprouve de temps en temps des difficultés de recouvrement.

L'unité de lait est actuellement en phase de restructuration avec l'appui d'un projet de la Coopération Canadienne de l'ACDI le PAOA (Projet d'Appui aux Opérateurs/trices de l'Agroalimentaire). Des activités d'investissements sont en cours :

F Formation du personnel pour augmenter leur capacité en matière de fabrication des produits de qualité à partir

de novembre 2005

F Mise en place des équipements de fabrication et de conservation : actuellement en cours,

F Une camionnette Mitsubishi L200 est déjà achetée. Une caisse isotherme pour assurer la chaîne de froid des produits laitiers doit y être montée.

Ces réalisations qui se font présentement, permettent la levée d'un ensemble de contraintes qui avaient déjà été identifiées. Ce redémarrage des activités de l'unité coïncide présentement avec la saison sèche ce qui nécessite la relance du projet pour une utilisation massive d'aliment de bétail.

Nous sommes heureux aussi d'informer du démarrage prochain de notre radio communautaire FERLO FM dans les prochains jours. Nous disposons ainsi d'un médium de communication pour les populations pour parler aux autres et se parler entre elles. Beaucoup d'initiatives populaires dans la transformation des produits locaux se développent mais n'arrivent pas à prendre un grand essor car elles se passent dans un contexte de grande pauvreté environnementale et institutionnelle, mais surtout aussi ne bénéficient pas d'une attention soutenue des pouvoirs publics qui se doivent d'accompagner ces opérateurs et organisations paysannes.

Ndiaye Thayedia

un tour au Togo

Le groupement Doigt-Vert

Le groupement agropastoral Doigt-Vert existe à Kpario, à quelques Km au N-W de Sokodé, sur la route de Bassar, depuis septembre 2001. C'est une région au climat tropical soudano-guinéen semi-humide qui présente 1 saison humide de 7 mois et une saison sèche très dure, sujette au vent froid et sec du nord, l'harmattan. Comme souvent dans cette zone géographique, les sols ferrallitiques lessivés évoluant en latérite quand ils sont surexploités sont très pauvres. La végétation est constituée de savane herbeuse, arbustive ou arborée, avec des forêts-galeries. La végétation ligneuse est en recul continu sous l'effet de l'exploitation pour la cuisine ou le chauffage.

L'agriculture est l'activité économique principale de la zone : coton, maïs, mil, sorgho et petit élevage : caprins, ovins, volailles, mais aussi bovins. La vente du bois et du charbon de bois apportent aussi un revenu complémentaire, ainsi que la bière de sorgho. Les 4 groupements agricoles de Kpario, y compris Doigt-vert, utilisent les moyens traditionnels et rudimentaires de production : houe, daba, coupe-coupe, hache, brûlis etc... Les habitants du village forment, par ethnie, des groupes d'entraide de 5 à 10 personnes. Les travaux durs (labour, sarclages), reviennent aux hommes. Les femmes assurent la récolte et la vente.

L'alimentation courante est constituée des traditionnelles pâtes de maïs, de sorgho, d'igname ou de manioc accompagnées d'une sauce d'arachide et de légumes tels que les feuilles de baobab, de gombo, de manioc. La source - modeste - de

protéines animales se trouve dans les petits poissons frits ou séchés. Les enfants consomment de la

viande occasionnellement, surtout au moment des fêtes, avec le riz. Avant l'âge de 6 ans, les enfants ont 3 repas par jour. Au-delà, ils n'en ont plus que 2, comme les adultes. Le coût d'un repas individuel ordinaire est de 200 à 250 F CFA. Le montant d'une cotisation consentie par les membres de Doigt-Vert à SMF (3.500 F CFA) correspond donc à peu près ici à 8 rations alimentaires quotidiennes.

L'école du village, construite en 2004 par Plan-Togo, est fréquentée par 3 fois plus de garçons que de filles. Cette disparité est liée à des facteurs culturels et religieux. La terre appartient aux autochtones du canton de Kpangalam et les habitants de Kpario qui la cultivent sont des migrants forcés par la colonisation dans les années 1950. Mais les groupements peuvent acheter des parcelles à raison de 150.000 F CFA l'ha.

Doigt-Vert comprend 7 personnes, globidariennes depuis plusieurs années, et son encadrement est désormais assuré par l'ALSMF-Sokodé. Il dispose actuellement de 10 ha dont 5 sont mis en valeur. Il a la possibilité d'acheter encore 10 ha. La culture attelée s'implante dans la région, et Doigt-Vert est tenté par l'expérience, ce qui lui permettrait de multiplier par

(Suite page 7)



4 la surface exploitée. Bien que la culture attelée ne permette pas d'accroître sensiblement la productivité à l'ha, l'extension qu'elle autorise de la surface cultivée permet d'envisager de multiplier le niveau de production total par 4. D'autre part la pratique du compostage mêlant les déchets végétaux et domestiques aux déjections animales autorisent une réduction sensible de l'utilisation des engrais minéraux et une bien meilleure conservation de la structure des sols.

Soucieux de mettre en œuvre des pratiques d'agriculture durable, le groupement prévoit des parcelles en bandes intercalées avec des lignes de *Leucaena*, qui fourniront de l'affouragement et du bois, associées au pois d'Angole comme engrais vert. Une égreuse évitera au groupement la dépense extérieure de ce processus qui suit la récolte, et apportera même un complément de revenu, car elle sera, au moins pendant un temps, la seule du village.

AC

Doigt-Vert a présenté à SMF une demande de financement de son projet de culture attelée pour une valeur totale de 5.740,73 € (dossier n° 04.04.TG). La part demandée à SMF est de 4.573,47 € (3.000.000 F CFA), dont la moitié sous forme d'un prêt sans intérêts, remboursable en 4 annuités de 572 €. Le projet comprend l'acquisition de 2 paires de bœufs de trait, la construction d'une étable, l'achat du matériel de culture, de 2 charrettes et d'une égreuse. Le C.A. de SMF a déclaré éligible le projet de Doigt-Vert le 19.12.2004, et décidé de son financement le 18.12.2005. Selon les rentrées prévisibles et le calendrier en cours, le financement devrait intervenir vers décembre 2006. Soulignons que Doigt-Vert compte acquérir ses bœufs de trait auprès du groupement Bafana Bafana d'Abatchang, naguère financé pour cette production par SMF (dossier n° 93.02.TG), et qui assurera le complément de formation nécessaire : un bel exemple de synergie globidarienne ! Toute offre de co-financement pour raccourcir ce délai est bienvenue !



Le groupement N'Gnopé-Dighnane

En décembre 2004, nous publions une information alarmante sur les activités du groupement N'Gnopé-Dighnane de Nangbani-Kamaka qui a dû renoncer à son projet de pisciculture (dossier n° 02.10.TG) et envisageait de le remplacer par l'élevage porcin, activité à risque compte tenu de la présence endémique de la peste porcine au Togo. Après des hésitations, et dans une position rendue un peu bancal par les problèmes de l'ATODOP, N'Gnopé-Dighnane a finalement résolu de se livrer à l'élevage du « gros bétail », entendez l'élevage bovin sur le site de Kamagbandi.

Ce groupement est le plus septentrional parmi les globidariens togolais : situé dans la région de la Kara, il est soumis à des conditions pédoclimatiques sensiblement comparables à celles décrites plus haut pour le groupement Doigt-vert. Cependant la topographie de la région est plus accidentée : relief de collines (chaîne montagneuses de Barba-Bassar) et de cuvettes, avec des vertisols ferrugineux peu évolués, hydromorphes dans les bas-fonds. Le site est arrosé par la rivière Kamaka qui donne l'eau en saison sèche.

La préfecture de Bassar est un centre commercial important pour l'agriculture et l'élevage mais aussi pour les produits manufacturés au carrefour du Bénin, du Burkina Faso et du Ghana. C'est une région très active.

Le groupement pratique déjà l'agriculture (en 2004 : 1 ha de maïs, ½ ha de manioc, 1 ha de niébé, 1 ha de sorgho). Le projet procède d'une volonté d'amplification et de diversification de ses activités. Il vise à faire de N'Gnopé-Dighnane un relais d'approvisionnement en animaux de traction animale et de boucherie. Au Togo, les races bovines ne sont pas spécialisées en races à travail, à lait ou à viande. Le lait est peu consommé sans doute parce qu'il est trop difficile de le conserver. Aussi, les races choisies, Somba et métis N'dama sont-elles considérées comme aptes au travail, puis à la boucherie au moment de la réforme. Le projet est donc polyvalent. L'effectif de départ sera de 2 mâles et 10 femelles ; il atteindra 19 mâles et 27 femelles en 8^{ème} année. Là encore, les déjections animales seront valorisées en compost pour réduire la facture des intrants et améliorer la structure des sols.

AC

Le groupement féminin Elémawussi

Parole donnée, parole (à moitié) tenue. Nous faisons état dans le numéro précédent de Monda Solidareco du report à décembre par Elémawussi du versement de la tranche en cours du remboursement de son emprunt, pour cause de grande volatilité des prix agricoles au Togo (dossier n° 00.02.TG).

Le 27 novembre, Elémawussi a remboursé une demi-tranche, soit 304,90 € (200.000 F CFA). Avec un total remboursé de 997,90 €, Elémawussi a déjà réglé 48 % de sa dette. Ohyé !

Voyez, groupements globidariens ! un bon moyen de faire souvent parler de vous dans Monda Solidareco, c'est de rembourser votre emprunt ! vous savez bien que cet argent, produit de votre travail, sert à financer d'autres projets semblables au vôtre quelque part dans le monde...

AC

La valeur totale du projet d'élevage bovin de N'Gnopé-Dighnane est de 5.871,12 € et SMF est sollicitée pour 4.393,59 € (2.882.000 F CFA) dont ½ en prêt sans intérêts remboursable en 2 annuités de 572 € + 2 annuités de 527 €. Il comprend l'acquisition de l'effectif de départ (12 géniteurs), la construction de l'étable et d'un magasin, l'achat du matériel d'exploitation, le creusement des fosses fumières. Le retour sur investissement étant long, le groupement mettra parallèlement en place des cultures de maïs, de riz et de soja dont le produit sera intégralement affecté au remboursement de l'emprunt. Après l'avoir déclaré éligible le 20.03.2005, (dossier n° 05.02.TG), le C.A. a décidé le financement de ce projet le 18.12.2005. Le financement devrait intervenir vers mai 2006. Le groupement a été visité par l'ALSMF le 10 décembre 2005. Toute offre de co-financement pour raccourcir ce délai est bienvenue !

Un tour au Niger

TOGO (suite)

Le GPA Ayédé

Voici déjà quelque temps que nous n'avons pas eu l'occasion de parler de ce groupement qui développe un projet d'atelier de décorticage du riz à Ayédé depuis janvier 2002 (dossier n° 98.04.TG). Pour diverses raisons de contingence locale, le projet avait pris du retard et le début du remboursement de l'emprunt du GPAA avait été reporté d'un an, à octobre 2004. Sans doute les vicissitudes de l'ATODOP ont-elles pesé sur la ponctualité de nos globidariens locaux, puisque la première tranche vient d'être partiellement remboursée : 152,45 € en novembre 2005, au lieu des 381,12 attendus par contrat. Mais, bon, ce début est encourageant et nous engageons nos collègues mutualistes d'Ayédé à se manifester plus souvent et plus bruyamment.

AC

Les maraîchers jardiniers d'Alhéri

La coopérative des maraîchers jardiniers d'Alhéri, créée en 1997, a adhéré dès 1998 à la Fédération des Coopératives Maraîchères du Niger (FCMN) dont elle anime avec d'autres coopératives maraîchères une section régionale.

Cette coopérative a ses terrains dans la vallée située au nord de la commune urbaine de Tahoua au Niger. Les terrains permettent la culture de salades, choux, tomates, poivrons, oignons qui trouvent un débouché sur les marchés de Tahoua. Le climat est de type sahélo-saharien ; il pleut entre 30 et 50 jours par an.

Les membres de la coopérative Alhéri travaillent chacun sur son lopin de terre, leurs terrains sont voisins, aussi, outre l'exploitation individuelle, il leur arrive parfois d'entreprendre, dans l'intérêt de tous, des travaux collectifs comme, par exemple, la protection des berges d'un cours d'eau qui menace d'ensablement les jardins.

Les travaux d'irrigation étant fort pénibles, un groupe de globidariens d'Alhéri a présenté un projet de restauration d'anciens puits, un autre groupe souhaite réaliser des petits forages individuels, avec dans les deux projets l'achat de motopompes.

DC

SMF a été sollicitée pour le financement de ces deux projets. Ils ont été déclarés éligibles le 17 décembre dernier. Le premier appelé « Jardiniers d'Alhéri » (puits) a le numéro 05.10.NE et le second, « Coopérative Alhéri » (forages), le numéro 05.11.NE. A suivre...



monda solidareco est un bulletin édité par **SOLIDARITÉ MONDIALE CONTRE LA FAIM**

A VOTRE DISPOSITION :

- a des feuilles d'adhésion.
- a des tracts « projets ».
- a des bulletins supplémentaires.
- a Le règlement Fédéral de Solidarité Mondiale contre la Faim
- a des affichettes (format A3)
Une participation aux frais est la bienvenue (3€ ou plus)

(Europe seulement :)

- a Des **chemisettes blanches** 20 € et **polos blancs** avec logo « Fonds Mondial ». Toutes tailles. 15 €+ frais d'envoi 3 €.
- a des **enveloppes DL** (11 cm x 22 cm) « Solidarité Mondiale contre la Faim » + logo. 6 € les 100 + frais d'envoi 3 €.
- a des photos et diapos (prêt ou achat).

COTISATIONS - DONNÉES - ABONNEMENTS - COMMANDES : *Comment payer ?*

- a par chèque à l'ordre de **Globidar**.
- a par virement postal au **CCP PARIS 10.734.96.Z** à l'ordre de "**SOLIDARITE MONDIALE CONTRE LA FAIM**" ou par virement automatique (RIP) :
FR 57 30041 00001 1073496Z020 31
- a Nous acceptons aussi tous billets de banque sous enveloppe ordinaire.
- a chez FEL et UEA, compte MFSK-g (Belgique, Pays Bas et Espérantistes)

La comptabilité est tenue à l'adresse du bulletin

Sur l'étiquette-adresse de l'enveloppe figure la date approximative de votre dernière participation financière (situation au 31 décembre 2005). Nous espérons éviter ainsi les frais postaux des rappels.

COTISATIONS ET DONNÉES REÇUS

Septembre 2005 : 2 106 €
Octobre 2005 : 1 180 €
Novembre 2005 : 1 592 €

MONDA SOLIDARECO est édité en Espéranto et en Français

Comité de rédaction : Alain Bal, Alain Cavelier, Danièle Charier, Daniel et Odile Durand, Bernard Muet,

Photos : Photothèque Fonds Mondial
Dessins : Yasmina Sahaoui.

Abonnement annuel : 5,00 €
Directeur de publication : D. Durand
CPPAP n° 0410 G 86482.

Imprimerie associative
Tél. : [+33](0) 241 784 775

info@globidar.org

<http://www.globidar.org>

MONDA SOLIDARECO

Les Nids
FR 49190 Saint-Aubin de Luigné
France